

Interview de José Medeiros Ferreira: les présidences portugaises du Conseil de l'UE (Lisbonne, 25 octobre 2007)

Source: Interview de José Medeiros Ferreira / JOSÉ MEDEIROS FERREIRA, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 25.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:26, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_medeiros_ferreira_les_presidences_portugaises_du_conseil_de_l_ue_lisbonne_25_octobre_2007-fr-a4f95537-3448-4b91-b761-cdff6bobb99.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de José Medeiros Ferreira: les présidences portugaises du Conseil de l'UE (Lisbonne, 25 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Depuis son adhésion en 1986, le Portugal a déjà exercé la présidence du Conseil de l'Union européenne trois fois, comme nous l'avons déjà dit, en 1992, en 2000 et maintenant en 2007. À votre avis, quelle importance le Portugal accorde-t-il à l'exercice de la présidence du Conseil?

[José Medeiros Ferreira] Je pense que si le Portugal lui accordait une importance exagérée, il n'aurait pas signé le traité de Lisbonne qui met fin aux présidences semestrielles telles qu'on les voit avec les sommets. À partir du traité de Lisbonne et donc de sa ratification, il incombera au président [du Conseil] de l'Union européenne qui sera élu pour deux ans et demi d'organiser ce que les présidences semestrielles organisaient. Je sais bien que les présidences sectorielles, les Conseils des ministres, se poursuivront, au moins durant un certain temps.

Je pourrais répondre que tant que les présidences semestrielles ont existé, le Portugal a accordé la plus grande importance à chacune d'entre elles. La première présidence de 1992 nous a même servi à construire le Centre culturel de Belém. À l'époque, il a été très critiqué du fait des dépenses qu'il a engendrées mais nous pouvons dire qu'il s'agit de l'un des rares monuments profanes que le Portugal possède à Lisbonne. La plupart des autres monuments sont religieux, il est donc devenu une sorte d'*ex-libris* au bord du Tage. Et comme il s'agissait d'une présidence, qui plus est de la première, on pensait à l'époque – même si je ne partage pas cet avis – que le Portugal devait se présenter comme le bon élève de la Communauté européenne.

Je ne peux excuser cette attitude que parce que, à l'époque, il y avait un bon maître, Jacques Delors, si bien que vouloir être le bon élève d'un bon maître est acceptable. Le problème est que le Portugal ne peut pas toujours jouer les bons élèves car les maîtres ne sont pas toujours aussi bons et dans ces cas-là, il vaut mieux être son propre maître. Mais bon... Cette première présidence a permis de tester notre capacité politique, diplomatique et même organisationnelle et, d'une certaine manière, notre respectabilité en tant qu'État membre de l'Union européenne.

Nous avons été confrontés à différents problèmes considérables. Certains d'entre eux ont été résolus sans que les pays de l'Union européenne n'y prêtent grande attention mais d'une façon qui a montré la complaisance de la présidence portugaise. Je vais vous donner un exemple que tout le monde connaît: le type de reconnaissance des États de l'ex-Yougoslavie. Les États de l'ex-Yougoslavie pouvaient voir leur statut reconnu dans le cadre des Nations unies comme ils avaient été reconnus au niveau régional. Cependant, l'Union européenne a reconnu ces républiques fédérées durant la présidence portugaise. La Croatie, la Slovénie... et par effet de domino, les autres également.

La présidence portugaise a accepté de jouer ce rôle international et cela n'a pas souvent été mis en avant mais je crois que, d'une certaine manière, cela a été un choix. Nous pouvions en effet considérer que cette reconnaissance devait se faire par les Nations unies. Je ne sais pas si je peux faire ici une analyse de politique internationale mais avec la pression qu'exerçait l'Allemagne, celle qu'exerçait le Vatican, le fait que les États que je viens de mentionner soient reconnus plus rapidement sous la présidence portugaise et grâce à un consensus général, était la meilleure manière d'assurer la tranquillité européenne et le bien-être de ces peuples. Je ne vais pas parler des conséquences que cela a eues et que tout le monde connaît, je voulais simplement souligner le rôle international de cette présidence.

Nous avons toujours accordé une grande importance aux relations avec les autres continents. Le Portugal, surtout durant la présidence actuelle, a accordé une grande importance aux relations avec le Brésil et avec l'Afrique et je crois que cela mérite d'être souligné. La présidence de 1999 ou de 2000 – 2000, n'est-ce pas? – a été très marquée par ce qu'on appelle désormais la «société de la connaissance», par les questions de formation professionnelle, par les compétences pratiques nécessaires dans cette nouvelle société et par les nouvelles exigences techniques et technologiques. Il s'agit de la fameuse «stratégie de Lisbonne». La deuxième présidence a donc été marquée par la stratégie de Lisbonne dans ce domaine. Quant au succès de cette troisième présidence, il est déjà assuré, non? Il reste encore des choses à faire durant la présidence,

mais la présidence portugaise a été consacrée au traité de Lisbonne qui sera signé le 13 décembre. Ainsi, de ce point de vue, je peux dire que les présidences portugaises ont toujours été des succès pour l'Union européenne selon les critères de l'Union européenne elle-même. Donc, un pays qui accepte d'en finir avec les présidences est bien un pays qui ne leur accorde qu'une importance relative, non?